

BRUNO VAILLANT

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

45, rue du Rocher- 75008 Paris

Tél.: 01 44 40 44 30

Association ARPSAS
C/O Conseil de l'Ordre
6, rue Octave du Mesnil
94000 CRETEIL

Paris, le 14 mars 2025

Messieurs,

Je vous prie de trouver ci-après une synthèse des éléments que j'ai notés au cours de l'exécution de ma mission censoriale.

I – Immobilisations corporelles et incorporelles

- 1) Les investissements réalisés avant l'exercice 2024 sont complètement amortis. Il y aurait lieu de s'assurer que ces investissements sont toujours utilisés. A défaut, il y aura lieu d'en informer votre expert-comptable afin qu'il puisse en comptabiliser la sortie.
- 2) Au titre de l'exercice 2024, votre association a comptabilisé en immobilisations un MacBook Air M3 pour 1 399 € HT. Les amortissements pratiqués sur ces investissements n'appellent pas à observation.
- 3) Je n'ai pas constaté d'immobilisation dans les charges de l'exercice.

II - Trésorerie

- 1) Je n'ai pas de remarque particulière à formuler sur l'état de rapprochement présenté. Le solde total des comptes de banque (courant et livret) s'élève à 527 176, 99 € au 31 décembre 2024.
- 2) Je n'ai pas encore reçu de réponse à la circularisation à laquelle j'ai procédé. Je vous prie de bien vouloir relancer votre établissement bancaire.

III – Fonds dédiés

- 1) Je me suis assuré que l'imputation des charges portées sur le budget FIR était cohérente avec votre comptabilité.
- 2) Je vous rappelle que la subvention de fonctionnement qui vous a été attribuée au titre de l'exercice 2024 s'est élevée à 390 885 €. Cette somme a été financée en partie par les versements totaux de 209 739 € et par la reprise de fonds dédiés antérieurs à hauteur de 181 146 €.
- 3) Subséquemment au point précédent, les fonds dédiés existants sur la régularisation de jour à hauteur de 51 031,15 € et le 3^{ème} médecin pour 97 320 € ont été repris et soldés en lien avec les informations reçues de l'ARS.
- 4) De fait, subsiste en fonds dédiés au titre la mission de service universel d'accès aux soins (SAS), un montant au 31 décembre 2024, qui s'élève à 462 083,31 €.
- 5) Je vous rappelle qu'en application du règlement ANC 2022-04, vous devez obtenir l'accord préalable de votre financeur pour utiliser des fonds à un autre objet que celui spécifié par ledit financeur.
- 6) Enfin, je vous rappelle que, à la suite des modifications de la réglementation comptable, les reprises et les dotations concernant les fonds dédiés apparaissent dorénavant avant la détermination du résultat d'exploitation.

IV – Fournisseurs

L'examen des pièces de l'exercice et de celles reçues postérieurement à la clôture m'a permis de constater le correct rattachement des charges à l'exercice 2024.

V – Rémunérations dues et dettes sociales et fiscales

- 1) Je vous rappelle que le caractère désintéressé de la gestion de votre association pourrait être remis en cause par l'administration fiscale si la rémunération des dirigeants (qu'il y a lieu d'entendre au sens des membres du bureau) de votre association excédait un plafond actuellement fixé à 75% du SMIC (remboursement de frais inclus). Ce qui n'est pas le cas de votre Président, le Dr Nuham.
- 2) Les dettes aux organismes sociaux et au trésor public ont été prélevées en janvier 2025 ; elles figurent au passif de votre bilan pour un montant de 12 012,61 €. En outre, une provision pour charges sur congés payés, charges comprises, a été comptabilisée pour un total de 15 123,44 €.

VI – Divers

1) Comme vous le savez, les factures que vous réglez doivent respecter des conditions de forme parmi lesquelles, la mention du bénéficiaire de la prestation fournie ou des biens livrés. J'ai pu constater que vous respectiez cette règle.

2) Toujours dans le cadre des procédures de contrôle interne permettant d'assurer le correct fonctionnement des circuits administratifs de votre association, il y a lieu d'apposer sur chacune des pièces justifiant vos dépenses, un visa matérialisant la vérification de la pièce et l'accord pour le paiement. L'examen des pièces de l'exercice auquel j'ai procédé m'a permis de constater que vous respectiez cette procédure.

3) Concernant la formalisation du procès-verbal de votre assemblée, je vous rappelle que ces procès-verbaux doivent être rassemblés dans un recueil.

4) La modification de la réglementation comptable qui vous est applicable depuis le 1^{er} janvier 2020 oblige à recenser, mesurer et comptabiliser les actions éventuelles de bénévolat. J'ai bien noté qu'en l'état, vous n'aviez pas constaté l'existence de telles actions.

5) Je vous rappelle que la composition de vos organes dirigeants de votre association doit être communiquée aux services de la préfecture à chaque modification. Nous vous remercions de me communiquer copie de votre dernière déclaration (Cerfa 13 971*03).

6) Je vous rappelle également que le dépôt des comptes annuels est obligatoire auprès de la DILA (<https://www.journal-officiel.gouv.fr/>), pour les exercices ouverts à compter du premier janvier 2020 et pour les associations percevant plus de 153 000 € de subvention. Je vous précise que l'absence de dépôt est sanctionnée pénalement et vous remercie donc de me communiquer copie du récépissé de dépôt. Le cas échéant, n'hésitez pas à me contacter.

7) Enfin, je vous rappelle que nous devons être convoqués à toutes les assemblées et que vous devrez nous informer des conventions conclues entre association et un administrateur ou une autre entité dont un de vos administrateurs serait administrateur ou dirigeant.

8) Obligation de déclaration bénéficiaire effectif

Directive :

La déclaration est étendue à toutes les associations. La 4^e directive « anti-blanchiment » prévoit que les États membres doivent imposer à toutes les personnes morales et constructions juridiques de déclarer leurs Bénéficiaires Effectif (BE) dans un registre centralisé (dir. (UE) 2015/849 du 20 mai 2015, art. 30). Le gouvernement a transposé cette obligation dans notre droit en prévoyant la mise en place de registres des bénéficiaires effectifs pour les organismes philanthropiques. Toutes les associations vont donc devoir déclarer leurs BE, même si elles ne sont pas immatriculées au RCS.

NB : seules étaient concernées jusqu'à maintenant les quelques associations devant être immatriculées au RCS, à savoir notamment celles qui émettent des obligations.

Définition des bénéficiaires effectifs d'association

Généralement, le bénéficiaire effectif d'une association, d'une fondation ou d'un fonds de dotation est la ou les personnes physiques qui représentent légalement la personne morale. Le Code monétaire et financier précise ceci (article R. 561-3 du Code monétaire et financier) :

« Ainsi, lorsque le client est une association, une fondation, un fonds de dotation ou un groupement d'intérêt économique, le bénéficiaire effectif est :

- a) Le ou les représentants légaux de l'association ;
- b) Le président, le directeur général ainsi que, le cas échéant, le ou les membres du directoire de la fondation ;
- c) Le président du fonds de dotation ;
- d) La ou les personnes physiques et, le cas échéant, le représentant permanent des personnes morales, désignées administrateurs du groupement d'intérêt économique. »

Les informations requises sur leur(s) bénéficiaire(s) effectif(s) sont : nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, adresse personnelle des bénéficiaires effectifs, modalités du contrôle exercé sur l'organisme et date à laquelle ils sont devenus bénéficiaire effectif.

Les sanctions

Enfin, l'absence de déclaration des informations sur les bénéficiaires effectifs est passible de 6 mois d'emprisonnement et 7.500 € d'amende pour le dirigeant personne physique, et de 37.500 € d'amende pour l'organisme concerné.

Où faire sa déclaration

Le système n'est pas encore opérationnel (dématérialisation de toutes les procédures de déclaration en cours)

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000049453380

Je n'ai pas d'autre observation particulière à formuler.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.



B. VAILLANT

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Association ARPSAS 94

4 rue Octave du Mesnil

94000 CRETEIL

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

	Pages
- Bilan actif-passif	1 et 2
- Compte de résultat	3 et 4
- Détail bilan	5 et 6
- Détail Compte de résultat	7 et 8
- Annexe	9 à 16

AMELOT MARAIS FIDUCIAIRE CTC
SAS au capital de 100 000 €
16-18, RUE DUBRUNFAUT
75012 PARIS
R.C.S. PARIS 532 01 444
Siret 322 894 544 0001

certifiés conforme

AMELOT MARAIS FIDUCIAIRE CTC
16 RUE DUBRUNFAUT

75012 PARIS

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	11 591	8 370	3 221	38.48
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 504	3 221	283	8.80
	Situation nette (sous total)	15 095	11 591	3 504	30.23
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	15 095	11 591	3 504	30.23
PROVISIONS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	462 083	530 578	-68 494	-12.91
DETTE (1)	Total II	462 083	530 578	-68 494	-12.91
DETTE (1)	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
DETTE (1)	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	15 652	14 668	985	6.71
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	35 485	31 401	4 084	13.00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	211		211	
	Instruments de trésorerie				
DETTE (1)	Produits constatés d'avance		9 569	-9 569	-100.00
	Total IV	51 348	55 637	-4 289	-7.71
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		528 527	597 806	-69 279	-11.59

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	4 421	3 072	1 350		1 350	
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	4 421	3 072	1 350		1 350	
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres						
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	527 177		527 177	597 806	-70 629	-11.81
	Charges constatées d'avance (2)						
	Total II	527 177		527 177	597 806	-70 629	-11.81
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	531 598	3 072	528 527	597 806	-69 279	-11.59

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an